

# Les agents de l'État au 31 décembre 2002

Annelise Robert et Dominique Quarré  
division Exploitation des fichiers administratifs, Insee

**F**in 2002, la Fonction publique de l'État au sens strict, y compris les emplois aidés, compte un peu plus de 2,62 millions d'agents. Elle regroupe les ministères civils, le ministère de la Défense et les établissements publics administratifs nationaux ou d'enseignement, à l'exception des caisses nationales de Sécurité sociale. Si on inclut ces dernières, La Poste, certains établissements publics industriels et commerciaux (EPIC) et les enseignants de l'enseignement privé sous contrat, la Fonction publique d'État au sens large emploie 3,15 millions de personnes.

Le nombre d'emplois aidés diminue de 14,2 % : les contrats emplois-solidarité continuent leur décroissance tandis que se manifestent les premières sorties du dispositif « emplois-jeunes », notamment des aides éducateurs des établissements publics locaux d'enseignement.

Hors emplois aidés, titulaires et militaires constituent 84,6 % de la Fonction publique d'État au sens strict. Les non-titulaires sont de moins en moins nombreux dans les ministères, alors que les CROUS et les universités en recrutent de plus en plus. Par ailleurs, 4 000 gardiens de la paix sont venus renforcer les effectifs de la Police nationale.

Pour la première fois, la Fonction publique d'État compte plus de femmes que d'hommes : hors emplois aidés, elles représentent 50,3 % des effectifs de l'État au sens strict et 54,2 % des cadres A.

Au 31 décembre 2002, 1,9 million d'agents titulaires et non-titulaires travaillent dans les ministères civils, y compris en outre-mer et à l'étranger. Il convient d'y ajouter 14 000 emplois aidés, qui sont les emplois-jeunes de

la Police nationale et de la Justice. La Fonction publique de l'État, au sens strict, inclut également près de 419 000 civils et militaires du ministère de la Défense, 211 000 agents des établissements publics administratifs et des établissements publics locaux d'enseignement, dont le statut de recrutement est de droit public et les quelque 80 000 emplois aidés qu'ils ont recrutés : au total, l'État au sens de l'Observatoire de l'emploi public comprend 2,62 millions d'agents (*encadré*). L'Insee y ajoute les personnels des établissements administratifs ayant un statut de recrutement de droit privé, à savoir les caisses nationales de Sécurité sociale, les groupements nationaux d'intérêt public, les établissements publics industriels et commerciaux (qu'il convient de distinguer des entreprises publiques telles que SNCF, RATP, EDF), ainsi que les 152 000 enseignants de l'enseignement privé sous contrat rémunérés par l'État et les agents de La Poste. Les agents de l'État au sens large sont donc 3,15 millions au 31 décembre 2002 (*tableau 1*).

De fin 2001 à fin 2002, les effectifs de l'État au sens large, y compris les emplois aidés, ont augmenté de 0,5 % soit 16 000 personnes (+ 0,3 % en équivalent temps plein) contre 1,2 % entre 2000 et 2001 et 0,75 % par an, en moyenne, entre 1990 et 2000.

## Sécurité, police et justice : emploi en forte hausse

Fin 2002, la Police nationale regroupe 134 000 personnes, en augmentation de 3,5 %. Conformément à la loi d'Orientation de la police, la hausse concerne surtout la police de proximité : 82 000 gardiens de la paix contre 78 000 un an auparavant, et une hausse de 3,5 % du nombre de brigadiers de police. Une partie de ces recrutements s'est faite par la voie d'un concours réservé aux adjoints de sécurité et aux volontaires du service national dans la police.

En un an, les effectifs du ministère de la Justice ont augmenté de 2,0 %, ceux du ministère de l'Intérieur de 4,4 % (*tableau 1*). Les 69 000 agents du ministère de la Justice se répartissent principalement dans trois grands services : 29 000 dans les services judiciaires, 27 000

INSEE  
PREMIERE

dans les services pénitentiaires et 8 000 pour la protection judiciaire de la jeunesse. Les effectifs des services judiciaires sont restés stables alors que ceux des deux autres services augmentent respectivement de 3,4 et 3,9 %.

Au ministère de la Défense, le nombre d'ouvriers d'État continue de diminuer (- 2,7 % en 2002 après - 4 % en 2001) alors que, les autres personnels civils

augmentent fortement (+ 5,3 %). Le personnel militaire est quasiment stable (+ 0,4 %).

### Éducation nationale : le second degré d'abord

En 2002, les effectifs du ministère de l'Éducation ont augmenté de 0,8 %. La hausse, sensiblement plus faible que

l'année précédente est concentrée dans le second degré (+ 1,1 %). Elle est relativement faible dans l'enseignement supérieur et la recherche et à peine perceptible pour l'enseignement primaire (0,1 % après la progression de 1 % de l'année précédente). La hausse la plus importante concerne le personnel de formation (+ 8,8 %) alors que le personnel administratif diminue sensiblement

## 1 Les effectifs de la Fonction publique de l'État en métropole, DOM-TOM et étranger au 31 décembre

Services	Effectifs en milliers <sup>1</sup>				Effectifs en EQTP <sup>2</sup>	
	1990	2000	2001	2002	2001	2002
I- Services civils de l'État	1 752,0	1 861,9	1 880,5	1 899,5	1 779,4	1 794,8
Éducation nationale, Jeunesse et sports, Recherche	1 098,6	1 207,4	1 223,9	1 233,3	1 158,1	1 165,2
Enseignement primaire	317,2	326,3	329,6	330,1	317,7	317,8
Enseignement secondaire	578,0	643,4	650,7	657,7	611,0	616,2
Enseignement supérieur et recherche	99,7	144,8	147,4	148,1	139,6	139,5
Formation initiale ou extra-scolaire	46,7	34,6	37,4	40,7	36,4	39,9
Administration générale et divers	57,1	58,4	58,9	56,8	53,5	51,8
Économie, Finances et Industrie	211,7	200,5	199,6	198,9	185,2	184,5
dont Services déconcentrés des Impôts et Douanes	118,6	108,9	107,7	106,2	99,8	98,8
Services déconcentrés du Trésor	61,4	61,9	62,2	62,7	57,1	57,2
Intérieur, Dom-Tom	160,2	168,0	169,8	177,3	165,8	172,7
dont Police nationale	124,6	129,4	129,3	133,8	127,6	132,2
Administration territoriale	29,1	33,5	34,7	37,6	32,5	34,7
Équipement et logement, Transports et Mer	122,7	115,6	115,6	116,0	110,5	111,7
Justice	54,8	66,8	67,8	69,1	63,8	65,4
dont Services judiciaires	24,2	28,6	29,0	29,0	26,4	26,7
Services pénitentiaires	21,0	26,2	26,4	27,3	25,8	26,6
Protection judiciaire de la jeunesse	5,7	7,3	7,7	8,0	7,1	7,4
Agriculture	34,2	39,8	39,9	39,1	35,6	35,2
dont Enseignement agricole	14,2	18,7	18,9	20,0	17,2	17,4
Santé, Affaires sociales, Travail-Emploi	27,3	27,6	27,5	28,3	25,4	26,2
dont Services déconcentrés de l'action sanitaire et sociale	15,1	13,7	13,4	13,9	12,2	12,7
Affaires étrangères et Coopération	26,0	18,5	18,5	19,2	17,8	18,5
Culture	13,3	14,7	14,7	14,8	14,1	12,3
Services du Premier ministre	3,1	3,0	3,2	3,5	3,0	3,2
II- Ministère de la Défense et Anciens combattants	416,9	414,6	415,8	418,6	412,4	415,7
Civils non ouvriers	49,9	47,2	49,2	51,8	47,4	49,8
Ouvriers d'État	68,6	46,9	45,0	43,8	43,4	42,8
Militaires (non compris appelés)	298,4	320,5	321,6	323,0	321,6	323,0
III- Emplois aidés des ministères		15,0	16,4	14,3	16,3	14,3
<b>Sous-total : Ensemble des ministères (I + II + III)</b>	<b>2 168,9</b>	<b>2 291,5</b>	<b>2 312,7</b>	<b>2 332,4</b>	<b>2 208,1</b>	<b>2 224,7</b>
IV- Établissements publics administratifs de statut de recrutement de droit public	128,6	197,0	204,0	211,0	169,1	173,2
dont Organismes de recherche (CNRS, INRA ...)	47,9	53,5	53,6	53,7	51,1	51,4
Établissements publics locaux enseignement		17,0	16,9	16,9	10,3	10,2
Établissements d'enseignement supérieur (universités, écoles...)	12,5	24,8	26,8	28,8	16,8	18,1
V- Emplois aidés des établissements publics administratifs de statut de recrutement de droit public		92,0	91,8	79,7	72,2	60,3
<b>Total État au sens strict (I + II + III+ IV+ V) - champ OEP<sup>3</sup></b>	<b>2 297,5</b>	<b>2 580,5</b>	<b>2 608,5</b>	<b>2 623,1</b>	<b>2 449,4</b>	<b>2 458,2</b>
VI- EPA de statut de recrutement de droit privé (Caisses nationales de Sécurité sociale)	5,8	14,7	15,3	15,9	13,8	13,7
VII- Établissements publics industriels et commerciaux et GIP	54,2	54,7	59,7	64,7	55,9	60,3
VIII- Exploitant public : La Poste	334,8	292,9	292,5	288,2	272,1	269,0
IX- Emplois aidés des EPA et EPIC de droit privé et de La Poste		3,4	3,5	1,8	3,1	1,6
X- Enseignement privé sous contrat (enseignants payés par l'État)	132,1	148,9	150,8	152,3	137,4	138,9
<b>Total général État au sens large (I à X)</b>	<b>2 824,4</b>	<b>3 095,1</b>	<b>3 130,4</b>	<b>3 146,0</b>	<b>2 931,8</b>	<b>2 941,5</b>

1. Pour 2001, les effectifs des établissements publics non disponibles ont été estimés par demi-somme de leurs effectifs en 2000 et 2002.

2. EQTP : Effectifs convertis en équivalents temps pleins.

3. OEP : Observatoire de l'emploi public.

Source : Fichiers de paie des agents de l'État, Insee

(- 3,6 %). Dans l'enseignement privé sous contrat, le nombre d'enseignants rémunérés par l'État augmente de 1 %.

### Contrairement aux ministères, certains établissements publics embauchent de plus en plus de non-titulaires

Pour la deuxième année consécutive, les groupements d'intérêt public et les établissements publics industriels et commerciaux voient leurs effectifs progresser de 8,4 %. Seule La Poste poursuit la baisse de ses effectifs amorcée en 2000 et remplace progressivement des fonctionnaires par des non-titulaires. Les fonctionnaires postaux partent à la retraite ou sont progressivement reclassés dans les ministères.

Hors emplois aidés, les établissements publics administratifs de droit public ont

recruté 7 000 personnes (+ 4 %), principalement dans les CROUS et les universités, essentiellement des non-titulaires.

### Emplois aidés : les premières sorties du dispositif « emplois-jeunes »

Le dispositif « emplois-jeunes » mis en place début 1998 permettait de recruter sur des contrats de droit privé, à temps plein et pour une durée de cinq ans au maximum. Le nombre de ces emplois n'a cessé d'augmenter entre 1998 et 2001. Au 31 décembre 2002, la tendance s'inverse avec les premières sorties du dispositif, qui concernent principalement les aides éducateurs des établissements publics locaux d'enseignement. En 2003, une partie des aides-éducateurs restants seront intégrés dans les effectifs des non-titulaires

comme assistants d'éducation. Il n'y a plus, au total, que 95 800 emplois aidés (- 14,2 % entre la fin 2001 et la fin 2002). Conséquence de la diminution des emplois-jeunes, les emplois-aidés qui perdurent paraissent moins stables. Leur féminisation s'accroît également : 71,2 % des emplois aidés sont occupés par des femmes (tableau 2).

### C'est nouveau : plus de femmes que d'hommes parmi les agents de l'État

En 2001, la parité homme-femme était presque respectée, avec 50,1 % d'hommes pour les agents de l'État au sens strict. Fin 2002, les femmes prennent la première place (50,3 %), en raison de la progression des effectifs de l'Éducation nationale. Pour les établissements publics de statut de recrutement de droit privé, l'écart se réduit mais sans atteindre encore l'égalité (on passe de 45,9 % de femmes en 2001 à 47,4 % en 2002) (tableau 3).

En dix ans, la position hiérarchique des femmes a évolué : alors qu'en 1992, elles n'étaient que 31,8 % classées en catégorie A, elles sont désormais 47,3 % (graphique 1). Cette progression a été favorisée par la création du corps des professeurs des écoles, par recrutement direct ou reclassement des institutrices. En 1992, les hommes étaient majoritaires

## 2 Les emplois aidés dans la Fonction publique d'État au sens large

	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Durée du travail</b>						
Plein temps	0	38 561	55 864	65 320	68 472	51 647
Temps partiel de + de 50 %	46 313	43 957	43 977	40 879	39 114	36 730
Temps partiel de 50 % et moins	9 774	7 611	7 625	4 224	4 060	7 379
<b>Sexe</b>						
Hommes	14 035	26 719	32 950	32 719	33 070	27 550
Femmes	42 052	63 410	74 516	77 704	78 576	68 206
<b>Ensemble</b>	<b>56 087</b>	<b>90 129</b>	<b>107 466</b>	<b>110 423</b>	<b>111 646</b>	<b>95 756</b>

Champ : la Fonction publique d'État au sens large comprend l'ensemble des ministères et des établissements publics nationaux, quel que soit leur statut de recrutement

Source : Fichiers de paie des agents de l'État, Insee

## 3 Les agents par type de budget hors emplois aidés

	Ministères civils et militaire	EPA y c. EPLE	État «strict»	Répartition (%)	Autres EPN (EPIC, GIP, La Poste, Caisses SS)	Répartition (%)	Enseignement privé sous contrat	Répartition (%)	Effectif total au 31/12/2002
<b>Statut</b>									
Titulaires civils	1 738 470	78 588	1 817 058	71,8	224 530	60,9	1 581	1,0	2 043 169
Militaires	324 732	42	324 774	12,8	8	0,0	0	0,0	324 782
Non titulaires	254 885	132 374	387 259	15,3	144 291	39,1	150 707	99,0	682 257
<b>Durée du travail</b>									
Plein temps	2 041 175	128 311	2 169 486	85,8	292 622	79,3	120 783	79,3	2 582 891
Temps partiel de + de 50 %	258 207	51 531	309 738	12,2	68 146	18,5	27 227	17,9	405 111
Temps partiel de 50 % et moins	18 705	31 162	49 867	2,0	8 061	2,2	4 278	2,8	62 206
<b>Sexe</b>									
Hommes	1 163 487	93 887	1 257 374	49,7	193 934	52,6	40 901	26,9	1 492 209
Femmes	1 154 600	117 117	1 271 717	50,3	174 895	47,4	111 387	73,1	1 557 999
<b>Catégorie statutaire<sup>1</sup></b>									
A	1 026 462	84 538	1 111 000	43,9	61 736	16,7	129 639	85,1	1 302 375
B	564 668	47 226	611 894	24,2	138 684	37,6	22 624	14,9	773 202
C	715 194	60 174	775 368	30,7	167 111	45,3	24	0,0	942 503
Inconnue	11 763	19 066	30 829	1,2	1 298	0,4	1	0,0	32 128
<b>Ensemble</b>	<b>2 318 087</b>	<b>211 004</b>	<b>2 529 091</b>	<b>100,0</b>	<b>368 829</b>	<b>100,0</b>	<b>152 288</b>	<b>100,0</b>	<b>3 050 208</b>

Lecture : EPA : Établissements publics administratifs, EPLE : Établissements publics locaux d'enseignement, EPN : Établissements publics nationaux, EPIC : Établissements publics industriels et commerciaux, GIP : Groupements d'intérêt public, Caisses SS : Caisses du régime général de la Sécurité sociale.

1. ou niveau hiérarchique d'assimilation.

Source : Fichiers de paie des agents de l'État, Insee

dans la catégorie A (54,3%), dix ans après la tendance s'est inversée : en 2002, 54,2 % des agents de catégorie A sont des femmes. Ce constat globalement favorable cache de fortes disparités dans les parcours professionnels. Aujourd'hui comme il y a dix ans, les femmes sont sur-représentées dans certaines professions de la Fonction publique : personnels enseignant et administratif (61,3 % et 69,8 % des effectifs), personnel médical et social

(76,5 %). En dix ans, le personnel militaire ainsi que celui de la police et des prisons se sont un peu féminisés : la part des femmes qui, en 1992, avoisinait 7,1 % des personnels militaires, est de 10,9 % fin 2002 ; dans la police et les prisons, leur nombre a doublé sur la même période : 16 000 en 2002 contre 7 800 en 1992. Toutefois, ces trajectoires restent encore le fait d'une minorité : en 2002, moins de 3 % des femmes agents de l'État sont militaires et seulement 1 %

d'entre elles appartiennent au personnel des services de la police et des prisons, contre respectivement 23 % et 9 % pour les hommes (graphique 2).

## Sources

Dans cet article, les agents de la Fonction publique d'État - appelés pour simplifier « agents de l'État » - sont pris en compte quel que soit leur statut personnel : fonctionnaires titulaires ou stagiaires, militaires, non-titulaires sur contrat à durée déterminée ou non, personnes embauchées dans le cadre d'un contrat emploi-solidarité ou d'un emploi-jeune de l'Éducation nationale, de la Police nationale et de la Justice. L'Insee recense les agents de l'État à partir des fichiers de paie des principales administrations. Ce dispositif est complété par la mobilisation d'informations en provenance de la source DADS pour les effectifs des établissements publics.

Les résultats ont été établis à partir d'une exploitation des fichiers de paie de 1990 à 2002. Les agents comptabilisés sont ceux en fonction au 31 décembre. Ils comprennent les personnels en congé de longue durée rémunérés, mais non ceux en fin d'activité.

## Bibliographie

« Les agents de l'État : évolutions entre 1990 et 2000 », A. Pauron et D. Quarré, *Insee Première* n°865, août 2002.

« Les agents de l'État au 31 décembre 2001 », A. Pauron et D. Quarré, *Insee Première* n°922, septembre 2003.

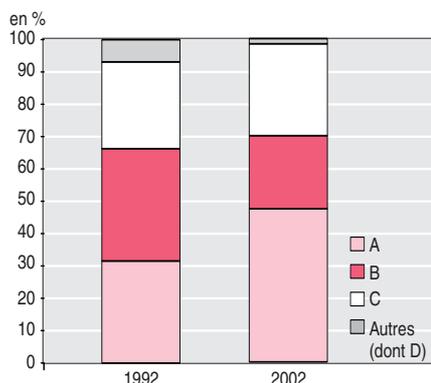
« Les agents de l'État au 31 décembre 2000 », D. Quarré, *Insee Résultats*, série société n°21, octobre 2003.

« La Fonction publique de l'État » Rapport annuel établi par le ministère de la Fonction publique. Dernier en date : « Rapport annuel 2003 », La Documentation française. « L'Observatoire de l'emploi public » Rapport annuel. Dernier en date : « décembre 2003 », La Documentation française.

« Les salaires des agents de l'État en 2002 », M. Dhune et D. Quarré, *Insee Première* n°977, juillet 2004.

« Les salaires des agents de l'État en 2000 », D. Quarré, *Insee Résultats*, série société n°24, janvier 2004.

### ① Évolution de la catégorie statutaire des femmes entre 1992 et 2002

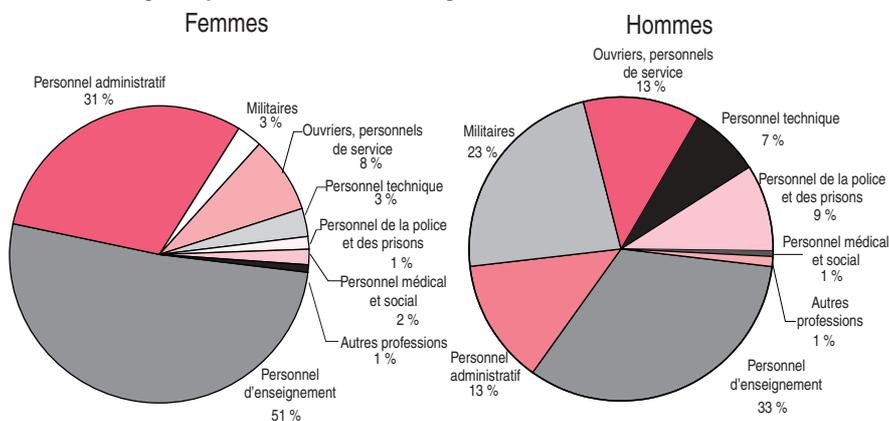


Champ : État au sens strict (Observatoire de l'emploi public), hors emplois aidés

Source : Fichiers de paie des agents de l'État, Insee

L'Observatoire de l'emploi public a été créé par décret le 13 juillet 2000, notamment pour assurer la plus grande transparence en matière d'emploi public et clarifier les contours des trois fonctions publiques. Le périmètre de l'État est défini de façon principalement juridique en référence au statut de la Fonction publique. Les agents ayant un statut de recrutement de droit public sont inclus dans le champ de l'État au sens strict qui regroupe les ministères civils et militaire et les établissements publics administratifs en dehors des caisses nationales de Sécurité sociale. Cet observatoire assure également la mise en place des démarches de gestion prévisionnelle des effectifs, des emplois et des compétences (GPEEC).

### ② La catégorie professionnelle des agents de l'État au 31/12/2002



Champ : État au sens strict (Observatoire de l'emploi public), hors emplois aidés

Source : Fichiers de paie des agents de l'État, Insee

INSEE PREMIERE figure dès sa parution sur le site Internet de l'Insee : [www.insee.fr](http://www.insee.fr) (rubrique Publications)

Vous pouvez vous abonner gratuitement aux avis de parution dans <http://www.insee.fr/fr/ppp/abonnement/abonnement.asp#formulaire>

## BULLETIN D'ABONNEMENT A INSEE PREMIERE

A RETOURNER A : INSEE Info Service, Service Abonnement B.P. 409, 75560 Paris CEDEX 12  
Tél. : 01 53 17 88 45 Fax : 01 53 17 89 77

OUI, je souhaite m'abonner à INSEE PREMIERE - Tarif 2004

Abonnement annuel =  70 € (France)  87 € (Étranger)

Nom ou raison sociale : \_\_\_\_\_ Activité : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Tél : \_\_\_\_\_

Ci-joint mon règlement en Euros par chèque à l'ordre de l'INSEE : \_\_\_\_\_ €.

Date : \_\_\_\_\_ Signature

**Direction Générale :**  
18, Bd Adolphe-Pinard  
75675 Paris cedex 14  
**Directeur de la publication :**  
Jean-Michel Charpin  
**Rédacteur en chef :**  
Daniel Temam  
**Rédacteurs :** R. Baktavatsalou,  
C. Benveniste, C. Dulon,  
A.-C. Morin  
**Maquette :** C. Kohler  
Code Sage IP04987  
ISSN 0997 - 3192  
© INSEE 2004

